

dollars par année. D'après nos constatations jusqu'ici, nous croyons pouvoir réaliser, lorsque le régime fonctionnera à plein, des économies d'ensemble de 10 à 20 p. 100 sur l'ensemble des achats.

C'est donc à peu près tout ce que je puis dire aux députés, pour le moment, sur les antécédents et les projets du ministère. Cela prouve que nous faisons des progrès dans un domaine très complexe et difficile pour assurer au gouvernement les techniques d'administration et de contrôle les plus modernes qui soient. Nous espérons qu'une fois le travail fini, nous aurons mis à la disposition de tous les ministères la mine d'expérience et d'expertise que je viens de décrire. Ainsi, nous espérons libérer les ministères des responsabilités dont une agence centrale peut mieux s'occuper, et leur permettre de se consacrer davantage à leurs tâches et responsabilités propres.

M. Coates: Je constate avec plaisir, monsieur le président, que le ministre saisit facilement les objectifs de son ministère. Il est évident qu'il a déjà exploité d'importantes entreprises. Il peut diriger ce ministère avec compétence et d'une manière qui profitera vraiment aux contribuables canadiens.

Il a touché à presque toutes les recommandations de la Commission Glassco et je suis heureux de voir que d'appréciables économies ont déjà été réalisées grâce à l'établissement d'un entrepôt central pilote dans la région. Cela montre combien les contribuables seront soulagés si l'on donne suite à toutes ces recommandations à l'échelle nationale.

Je constate aussi avec plaisir que dans bon nombre de régions, la main-d'œuvre diminuera, comme l'a recommandé la Commission Glassco. Ceux qui s'inquiètent de la prolifération des emplois à la fonction publique en seront particulièrement heureux. Je promets au ministre qu'il recevra tout l'appui voulu de l'opposition officielle dans les tentatives qu'il fera pour faire disparaître les chinoïseries administratives et pour moderniser le programme d'achats du gouvernement.

Puisque je représente une circonscription qui compte une fabrique d'avions, je connais probablement plus étroitement cette partie de l'ancien ministère de la Production de défense qui s'intéresse aux questions qui ont trait aux avions que n'importe quelle autre qui relève du ministre. Lorsque je me suis entretenu avec les fonctionnaires du ministère qui s'occupent du programme d'avions du gouverne-

[L'hon. M. Jamieson.]

ment, je me suis aperçu qu'ils sont renseignés et serviables et qu'ils veulent faire ce qui est humainement possible pour venir en aide aux industries de la région atlantique. Malheureusement, les fonctionnaires étaient tenus de suivre la politique gouvernementale.

Connaissant la réelle compétence dont le ministre a fait preuve dans sa vie privée et durant la brève période où il a été ministre de la Couronne, j'espère qu'il élaborera une politique qui s'étendra jusqu'au niveau régional et qui tiendra compte des problèmes particuliers des provinces atlantiques—même si les mandarins détestent entendre dire qu'il existe des problèmes de ce genre—et qu'il créera de nouveaux emplois dans une région qui en a désespérément besoin. Je crois que le ministre peut le faire. Lorsque sa personnalité se sera imposée au sein du gouvernement actuel, j'anticipe avec plaisir le moment où il présentera des politiques régionales qui seront véritablement précieuses pour la population, non seulement de la région atlantique mais de tout le Canada. Bien entendu, tout ce qui est avantageux pour les habitants des provinces atlantiques doit, en même temps, être avantageux pour tous les Canadiens. (Applaudissements)

Certaines questions qui me préoccupent, inquiètent aussi d'autres députés et le peuple canadien en général. Récemment, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* une question sur la société Executive Consultants Limited. Font partie de cette firme, deux individus qui ont été longtemps associés étroitement au parti libéral. L'établissement d'une société semblable, dont l'objet premier est de faire des affaires avec le gouvernement et pour le gouvernement, est, à mon avis, chose dangereuse pour l'intérêt public. Voici sur quoi j'appuie ma déclaration.

● (4.00 p.m.)

Les postes de direction disponibles dans les bureaux des divers ministres pourraient devenir le lieu où l'on fait son apprentissage de politicien de couloir, de spécialiste de la recommandation—qu'on appelle cela comme on veut—c'est à dire ceux qui essaient de s'attirer les bonnes grâces des ministres. Cette première tâche accomplie—capter la confiance du ministre et du parti au pouvoir—ils s'érigent en conseillers techniques dans l'un ou l'autre domaine et se font payer des honoraires par de grandes sociétés qui, le plus souvent, traitent avec le gouvernement par voie